

SOUS LA DIRECTION DE PASCAL CLERC

AVEC LA COLLABORATION DE FLORENCE DEPREST,
GUILHEM LABINAL ET DIDIER MENDIBIL

Géographies

Épistémologie
et histoire des savoirs sur l'espace

2^e édition

ARMAND COLIN

Illustration de couverture : © Joyce Kozloff, *Targets*, 2000/DC Moore Gallery, NY.

Mise en pages : Nord Compo

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
	

© Sedes, 2013/Armand Colin, 2019

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-62478-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Les auteurs

Pascal CLERC est professeur de géographie à l'Université de Cergy-Pontoise où il enseigne notamment au sein de l'ÉSPÉ. Après une thèse sur la culture scolaire en géographie, il a consacré son habilitation à diriger des recherches aux relations entre savoirs géographiques et savoirs coloniaux à Lyon entre les années 1850 et l'entre-deux-guerres. Il est membre du laboratoire ÉMA (École, Mutations, Apprentissages) et chercheur associé au sein de l'équipe E.H.GO (Épistémologie et histoire de la géographie, UMR 8504, Géographie-Cités). Il travaille actuellement sur les relations entre géographie et littérature, ainsi que sur les espaces d'apprentissage au sein et à l'extérieur des établissements scolaires. Il a notamment dirigé avec Marie-Claire Robic *Des géographes hors-les-murs ? Itinéraires dans un Monde en mouvement (1900-1940)* (2015). Il a rédigé les chapitres 2, 4, 7, 13, 24, 27, 29, 30, 36, 37, 41, 42, 43 et 48.

Florence DEPREST est professeure de géographie à l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne et rattachée à l'UMR 8504 Géographie-Cités (équipe E.H.GO). Ses recherches récentes portent sur la production des savoirs géographiques en situation coloniale, et interrogent notamment les constructions savantes de la Méditerranée en contexte impérial. Elle est l'auteure de *Géographes en Algérie (1880-1950). Savoirs universitaires en situation coloniale* (2009), *Élisée Reclus et l'Algérie colonisée* (2011) et a codirigé *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial* (2011). Elle a rédigé les chapitres 1, 6, 11, 12, 16, 31, 33, 44, 45 et co-rédigé le chapitre 46.

Guilhem LABINAL est maître de conférences en géographie à l'Université de Cergy-Pontoise. Il enseigne à l'ÉSPÉ de l'académie de Versailles où il est responsable du département d'histoire et de géographie. Directeur adjoint du laboratoire ÉMA, il est chercheur associé au sein de l'équipe E.H.GO. Il a réalisé, sous la direction de Marie-Claire Robic, une thèse analysant les discours iconologiques et textuels des magazines grand public de géographie. S'intéressant aux médias de la géographie et aux processus de construction des savoirs géographiques, ses travaux plus récents portent sur l'enseignement de la géographie et les ressources mobilisées en contexte scolaire. Il a rédigé les chapitres 3, 9, 15, 17, 20, 21, 23, 26, 28, 34 et 47.

Didier MENDIBIL, aujourd'hui à la retraite, a été maître de conférences en géographie à l'Université Paris-Est-Créteil et plus particulièrement à l'IUFM puis à l'ÉSPÉ de l'Académie de Créteil. Ancien secrétaire général du CAPES et membre du jury de l'agrégation interne d'histoire-géographie, il a soutenu une thèse intitulée *Textes et images de la géographie de la France* en 1997 et poursuivi, dans le cadre de l'équipe E.H.GO, des enseignements et des recherches sur les pratiques iconographiques de la géographie universitaire et scolaire. Il a rédigé les chapitres 5, 8, 10, 14, 18, 19, 22, 25, 32, 35, 38, 39, 40 et co-rédigé le chapitre 46.

Introduction

L'HISTOIRE ET L'ÉPISTÉMOLOGIE de la géographie se sont largement développées en France depuis une trentaine d'années dans le prolongement des turbulences traversées par la discipline au cours des années 1970. Nous ne pouvons que nous en réjouir dans la mesure où ces évolutions ont ouvert la géographie à des pratiques réflexives, notamment dans les concours de l'enseignement.

Les géographes ou apprentis géographes peuvent ainsi s'interroger sur leurs propres pratiques, sur les savoirs qu'ils mobilisent, sur les démarches mises en œuvre et sur les finalités de la production et de la transmission de ces savoirs. Ainsi, l'histoire de la géographie et son épistémologie favorisent une prise de distance qui permet d'envisager les questions fondamentales relatives à la construction des savoirs. Que ce soit dans le cadre des études universitaires, des pratiques professionnelles ou de l'enseignement à tous niveaux, cette attitude réflexive, s'écartant des urgences de l'action productive, permet d'aborder les questions qui sous-tendent et légitiment cette action.

Un projet collectif

Ce livre est le fruit de la réflexion partagée de chercheurs dont les travaux concernent des questions aussi diverses que le statut de l'image en géographie, les savoirs géographiques en situation coloniale, la géographie des revues et des magazines ou l'histoire de la géographie scolaire.

Ces travaux ont été développés, au sein de l'UMR Géographie-Cités par des chercheurs de l'équipe E.H.GO, Épistémologie et Histoire de la Géographie, pour qui se donner les moyens d'écrire une histoire de la discipline dégagée des positions partisans est devenu un enjeu essentiel. Longtemps dirigée par la géographe Marie-Claire Robic, puis par le philosophe Jean-Marc Besse, l'équipe E.H.GO est aujourd'hui animée par un duo composé d'un historien des sciences et géographe : Olivier Orain, et d'un géohistorien : Nicolas Verdier. Outre les nombreuses publications individuelles ou collectives de ses

membres, elle est largement impliquée dans les revues *Cybergéo* et *L'Espace géographique*, et participe à l'encyclopédie électronique *Hypergé*¹.

Au cours des cinquante ans qui se sont écoulés depuis la création du laboratoire, les contextes et les enjeux ont changé. Les problématiques ont été renouvelées, notamment au contact des évolutions profondes de l'histoire des sciences depuis les années 1980. L'équipe a poursuivi la promotion d'une étude historique de la géographie scientifique tout en développant des approches épistémologiques relatives à l'ensemble des savoirs géographiques et des savoirs sur l'espace. L'enjeu d'une histoire strictement disciplinaire a donc cédé la place à une appréhension plus large des savoirs géographiques et des circulations entre les différents registres des connaissances relatives à l'espace.

Les recherches passées et en cours ont permis d'interroger d'une manière renouvelée les savoirs géographiques et de construire des récits qui accordent plus de place aux acteurs et aux contextes dans lesquels ceux-ci produisent des savoirs, ainsi qu'à leur circulation nationale et internationale. Ces travaux débouchent sur une remise en cause de certains lieux communs, ce que l'on appelle généralement « la vulgate », c'est-à-dire un corpus d'idées collectivement acceptées par la communauté parce qu'elles participent de la légitimation des paradigmes et des pratiques professionnelles alors qu'elles mériteraient d'être au minimum discutées et nuancées.

Des savoirs géographiques dans leur complexité

Pourquoi parler de savoirs géographiques, voire de savoirs sur l'espace plutôt que de géographie ? S'en tenir à *la* géographie, c'est rester dans le cadre, certes essentiel, de savoirs scolaires puis universitaires nés au cours du XIX^e siècle en France et dans la plupart des pays européens. Ce cadre renvoie à des productions et à des institutions bien définies au sein desquelles chercheurs et enseignants produisent et transmettent ces savoirs. Mais l'étiquette « géographie » renvoie à beaucoup d'autres domaines que les savoirs académiques, celui des médias notamment.

De nombreux savoirs géographiques sont construits hors du champ strictement disciplinaire. Explorateurs, marins, commerçants, cartographes, topographes, militaires, ingénieurs des Ponts et Chaussées, agronomes, aménageurs et bien d'autres encore produisent eux aussi des savoirs géographiques. Ces savoirs sont parfois enseignés dans le cadre de formations pratiques dans les chambres de commerce, les écoles militaires, d'ingénieurs ou d'agriculture.

1. Une encyclopédie consacrée à l'épistémologie de la géographie (www.hypergeo.eu/).

Parler de savoirs sur l'espace ouvre vers un champ plus vaste encore, celui de la géographicit . On désigne ainsi la dimension spatiale de la vie, le rapport au monde des individus et des groupes. Ce concept recouvre ainsi l'ensemble des pratiques et des représentations mobilisées par les acteurs sociaux quand ils agissent dans l'espace. Les savoirs géographiques en font partie mais ne s'y résument pas. La réflexion contemporaine doit également prendre en compte ces savoirs sur l'espace que l'on qualifie de « vernaculaires » ou, dans certaines situations politiques, d'« autochtones ».

Cette investigation large permet de penser la géographie au sein d'un champ de la connaissance complexe qui associe à la recherche et à l'enseignement, d'une part des pratiques professionnelles qui produisent et mobilisent des savoirs géographiques, d'autre part des expériences individuelles ou collectives de nature spatiale.

Des savoirs connectés

Dans la même volonté de ne pas isoler la géographie, il convient d'être attentif aux relations entre la géographie française et les géographies des autres pays, et aux relations avec les autres sciences, sociales en particulier.

Nous avons donc tenté modestement, d'aborder chaque fois que cela nous a semblé nécessaire, la question des relations entre les savoirs produits en France et ailleurs. Comme les autres champs de la connaissance, la géographie produite en France n'est pas isolée. Elle ne l'a jamais été. Avant l'émergence d'écoles nationales, l'espace des savants fut celui des circulations entre m tropolises européennes, mais aussi d'échanges avec d'autres parties du monde qui commencent à être mis au jour. Le recentrage sur le territoire national à la fin du XIX^e siècle avec la période d'institutionnalisation de la discipline, n'a pas fait disparaître les relations entre les géographes des différentes parties du monde.

Prendre en compte les autres sciences est impératif pour donner quelque intelligibilité à l'histoire et l'épistémologie de la discipline, parce que la géographie, plus que d'autres domaines de la connaissance, a longtemps hésité entre plusieurs associations disciplinaires. L'histoire de la géographie française entre les débuts de son enseignement républicain et les premières années du XX^e siècle passe par des relations variables d'association ou de dépendance relativement à d'autres champs du savoir : dépendante puis associée à l'histoire, cherchant des rapprochements avec l'économie politique, tentée par des liaisons avec les sciences de la vie et celles de terre, la géographie française navigue longtemps entre sciences de la société et sciences de la nature. Sur ce plan, la période actuelle semble plus calme qui voit la grande majorité des géographes français privilégier un ancrage dans les sciences sociales, sans contradiction avec une attention aux questions environnementales. Cette

histoire imposerait à elle seule de ne pas négliger les relations avec les autres sciences. La configuration actuelle des sciences sociales en particulier renouvelle cette injonction. La géographie contemporaine est poreuse aux savoirs construits en sociologie, en philosophie, en économie, en histoire toujours, en psychologie... La diversification des thématiques de recherche a ouvert de nouveaux horizons et permet une fructueuse circulation de concepts, de pratiques et de savoirs. En outre, certains grands mouvements de la pensée – par exemple la postmodernité – concernent l'ensemble des sciences sociales.

Mode d'emploi de l'ouvrage

C'est en essayant de tenir compte de ces analyses que nous avons composé cette nouvelle édition. Elle est toujours organisée en courts chapitres qui ont été actualisés et dont l'ordre de présentation a parfois été modifié. Nous avons écrit quelques chapitres nouveaux pour prendre en compte les développements récents des recherches. La bibliographie a elle aussi été mise au goût du jour. Ces chapitres sont insérés dans quatre grandes parties dont les titres et la composition ont évolué. Avec la partie « Géographies en contextes », nous tentons d'éclairer quelques moments essentiels et quelques débats majeurs qui ont participé des évolutions de la géographie. Les « Concepts et outils » des géographes et de ceux qui mobilisent des savoirs géographiques sont l'occasion d'aborder des manières de faire, des démarches, des supports et des techniques. Nous nous sommes placés ensuite « À la croisée des savoirs » pour préciser l'état des relations de la géographie avec d'autres disciplines ou pratiques intellectuelles. Enfin, avec quelques « Objets » mobilisés par la discipline, nous proposons une mise en perspective de certains des savoirs exposés dans les trois premières parties et abordons la question de la construction de ces objets.

Les 48 chapitres sont indépendants les uns des autres mais connectés. Cela suggère deux possibilités de lecture, parmi d'autres. D'une part, une lecture strictement orientée par des besoins ou des centres d'intérêt personnels qui permet d'aller librement d'un chapitre à un autre ; d'autre part, une circulation dans les chapitres en fonction des renvois proposés.

L'index recense l'ensemble des acteurs mobilisés dans les chapitres. Il permet de retrouver en action, dans différentes situations, ceux qui produisent la géographie et les savoirs géographiques sur l'espace.

Enfin, nous avons porté un soin particulier à la bibliographie pour faire connaître la diversité des travaux accomplis sur les questions centrales de l'ouvrage. Les références indiquées dans le texte peuvent être retrouvées à la fin des chapitres pour celles qui sont au plus près des sujets traités, et/ou en fin d'ouvrage lorsqu'elles sont de portée plus large.

Bonne lecture !

PREMIÈRE PARTIE

Géographies en contextes

Chapitre 1

Savoirs sur l'espace et science géographique

QU'EST-CE QUE LA GÉOGRAPHIE ? À quoi sert-elle ? Ces interrogations sont souvent au cœur des manuels théoriques sur la discipline. Mais ne s'agit-il pas de fausses bonnes questions ? L'épistémologie et l'histoire de la géographie connaissent depuis une vingtaine d'années de profonds renouvellements qui accompagnent ceux de l'histoire, de la sociologie et de l'anthropologie des sciences humaines et sociales. Les approches sociales et culturelles des savoirs développées dans le cadre des *Science Studies*¹ ont ainsi mis l'accent sur les producteurs et leurs pratiques, les conditions concrètes de production et de circulation des savoirs [PESTRE, 2006]. Elles ont permis d'analyser la fabrication du savoir dans ses lieux, dans ses champs, dans ses réseaux, mettant ainsi au jour la spatialité des savoirs et des sciences en tant qu'activité humaine [JACOB, 2007]. Ces approches n'ont pas abandonné pour autant l'analyse des contenus, mais elles ont déplacé et reconstruit autrement le questionnement sur leurs rationalités et leurs usages. La recherche sur la construction des savoirs géographiques est ainsi éclairée et enrichie par de nouvelles problématiques qui permettent de reformuler quelques interrogations et catégories « classiques ».

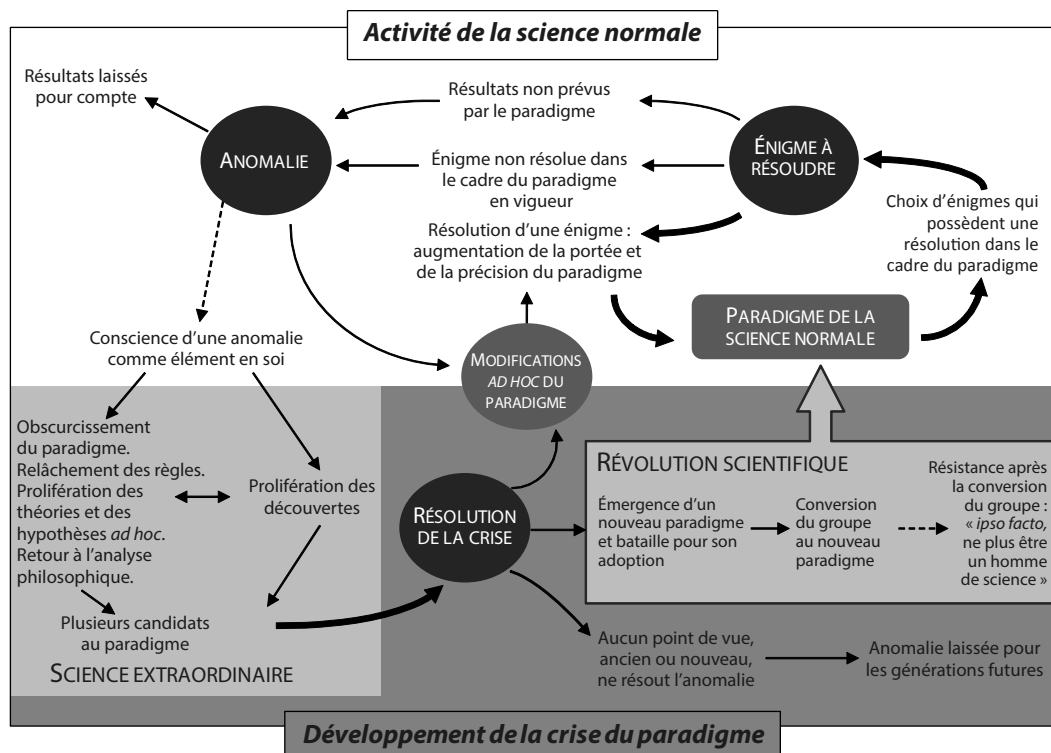
La géographie est-elle une science ?

Le terme de science désigne un mode de connaissance qui serait distinct d'autres types de savoirs, et parfois supposé supérieur, en raison de ses qualités internes qui consistent à faire la preuve de la véracité et de la cohérence

1. L'expression *Science Studies* (littéralement « Études sur la science ») désigne le champ de recherche interdisciplinaire apparu dans les années 1970, qui vise à comprendre les sciences en tant qu'ensemble de pratiques situées dans des contextes historiques et sociaux. Cette approche a ainsi rompu avec la philosophie des sciences traditionnelle qui considérait la question de la vérité en science uniquement du point de vue de l'exercice de la rationalité, universel et atemporel.

de ses énoncés. En déplaçant le questionnement de la rationalité du savoir scientifique vers l'organisation sociale de ses producteurs, le discours scientifique devient indissociable de la communauté qui le produit. L'ouvrage fondateur de Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques* [1962], montre ainsi comment les sciences ne progressent pas par accumulation linéaire du savoir, mais par succession de paradigmes, le plus souvent incompatibles entre eux (figure 1.1). Par le terme « paradigme », Kuhn désigne une conception du Monde qui fait consensus et qui s'incarne dans un complexe de problèmes, d'énoncés, d'habitudes de travail et d'instruments, propres à la communauté savante à un moment donné.

Figure 1.1 L'activité scientifique d'après *La structure des révolutions scientifiques* de Thomas Kuhn



Source : DEPREST F. et DUHAMEL Ph., 1991, *Exercice de modélisation graphique*, université Paris 1, DEA ATEG.

Kuhn distingue la « science normale » où la connaissance scientifique progresse par accumulation sur la base d'un paradigme, et les moments de « crise du paradigme » qui aboutissent parfois à des révolutions scientifiques. L'auteur précise que les révolutions paradigmatiques sont rares. Depuis la première édition de l'ouvrage en 1962, de nombreuses recherches en histoire des sciences ont complexifié cette interprétation.

Il analyse ainsi l'adoption d'un nouveau paradigme à la manière d'une révolution politique au sein d'une société. Ce n'est pas seulement la plus ou moins grande cohérence interne du paradigme qui conduit à son adoption, mais un ensemble de faits « externes » à la rationalité : structures du pouvoir dans la communauté, mode de légitimation et de recrutement, de financement, relation avec d'autres domaines du savoir, avec d'autres milieux sociaux, économiques, politiques et culturels. Cette nouvelle histoire des sciences met alors au jour la construction sociale des vérités scientifiques. Elle prend à parts égales les théories abandonnées et celles en vigueur¹, et respecte un « principe de symétrie » entre les différentes propositions en concurrence lors du moment révolutionnaire [BLOOR, 1976]. C'est dans ces nouvelles perspectives que Pierre Bourdieu développe le concept de champ scientifique [1976] et que Bruno Latour examine la « science en action » [1989], à travers le travail du laboratoire, le système des controverses ou encore la structuration des réseaux d'acteurs scientifiques dont certains sont « non-humains » (microbes, machines...).

Si l'on considère que le premier lieu d'une science est le collectif des savants qui agence un système de légitimation suffisamment puissant pour exister à travers des institutions propres et des institutions partagées avec d'autres sciences (universités, académies, centres nationaux de recherche...), alors il ne fait ainsi pas de doute que la géographie est bien une science dont l'autonomie est reconnue. Son apprentissage s'inscrit dans des cursus universitaires sanctionnés par des diplômes qui certifient des compétences spécifiques. Sa production est structurée nationalement et internationalement dans le cadre de congrès et de revues (► 13)². Par ses institutions, la communauté régule l'accès de ses membres au statut de pair ; cet accès repose sur le respect de normes communes dans l'élaboration et la validation des énoncés. Le fait que son champ scientifique soit traversé de tensions et de contradictions participe de son statut même de science, puisque c'est le principe d'un champ scientifique d'être conflictuel. De même, le fait que les géographes produisent des concepts, des méthodes, des résultats que des scientifiques d'autres disciplines mobilisent, ou bien au contraire que les géographes empruntent à d'autres savoirs et les adaptent, ne remet pas en cause son statut d'autonomie, puisque c'est le propre des savoirs de circuler.

Inventée au Moyen Âge en Europe occidentale, l'institution universitaire est dès l'origine un lieu privilégié de l'enseignement, de la certification du scientifique (cursus, diplômes, carrières) et de l'élaboration de contenus

1. Par exemple, le principe de la transmutation des éléments et les pratiques alchimistes doivent être compris comme un paradigme scientifique à part entière, partagé par toute la communauté des savants jusqu'au XVIII^e siècle, et non comme des pratiques préscientifiques auxquelles les découvertes de Lavoisier auraient mis un terme.

2. Les renvois aux autres chapitres sont signalés ainsi.

spécialisés par grands domaines de connaissance. Cependant, c'est à la fin du XIX^e siècle que les réformes des institutions universitaires européennes accentuent les processus de professionnalisation et de spécialisation de la production scientifique. Cela disqualifie définitivement les « amateurs », c'est-à-dire les érudits dans divers domaines du « savoir savant ». La géographie en tant que science est alors produite dans le cadre normé de la professionnalisation disciplinaire et académique : c'est pourquoi beaucoup de recherches sont centrées sur le moment vidalien (►5) en France, mais aussi sur les contextes similaires d'institutionnalisation dans les universités principalement allemandes, britanniques ou américaines.

Cependant, la question de la structuration des savoirs géographiques modernes ne se cantonne pas à la sphère institutionnelle : elle se pose au moins depuis le XVIII^e siècle dans ces autres lieux que sont les académies, les sociétés savantes, les musées, les bibliothèques, les revues, l'entreprise encyclopédique... [BLAIS et LABOULAIS, 2006 ; BESSE, BLAIS et SURUN, 2010]. Les recherches visent ainsi aujourd'hui non pas à isoler le moment vidalien, mais à le comprendre dans un temps long des « savoirs savants », en produisant de nouveaux découpages chronologiques. Par ailleurs, les propositions soutenues dans le cadre d'une « épistémologie externaliste¹ » – qu'elle soit radicale à la façon de Latour ou plus nuancée – rendent caduque le projet d'une histoire de la pensée géographique. L'impératif de contextualisation implique de repenser nos catégories classiques (*la* géographie vidalienne, *la* géographie coloniale, *la* géographie scolaire, *la* géographie appliquée...). Il nous impose aussi d'examiner les relations entre ce que l'on a pris la mauvaise habitude d'appeler la géographie – en référence au seul registre scientifique du savoir géographique – et les autres types de savoirs géographiques.

La circulation des savoirs géographiques

En effet, la distinction entre science et autres savoirs autorise à interroger plus clairement leurs articulations réciproques à travers les différents contextes historiques. La géographie, au sens disciplinaire et académique, ne constitue qu'une partie seulement des savoirs géographiques. Diverses catégories d'acteurs s'intéressent à la dimension spatiale des territoires ou à certaines caractéristiques du milieu dans le cadre de leur profession ou de leurs loisirs. Ainsi, dans l'histoire et jusqu'à nos jours, des savoirs sur l'espace ont été produits par différents acteurs hors des institutions de la géographie

1. L'épistémologie externaliste analyse la production des énoncés scientifiques comme résultant des interactions entre le monde savant et les contextes externes (économique, politique, idéologique, esthétique, etc.). Elle s'oppose à l'épistémologie internaliste qui considère la construction des vérités scientifiques comme relevant uniquement de principes internes à la science (objectivité, rationalité...).

savante. Explorateurs et voyageurs, commerçants et militaires, ingénieurs et cartographes, médecins et juristes, paysagistes et urbanistes, consultants et experts..., élaborent des savoirs sur l'espace dans le contexte de leurs pratiques. Par ailleurs, des corpus dits « populaires » ou de masse comme les savoirs scolaires (►4), les imaginaires romanesques ou cinématographiques sont eux-mêmes nourris de ces connaissances géographiques ou les alimentent. Enfin, les savoirs vernaculaires participent aussi indiscutablement de cultures de l'espace. Habiter (►44), c'est ainsi disposer et produire un ensemble de savoirs sur les lieux (les nommer, les situer les uns par rapport aux autres...) et mettre en œuvre un ensemble de savoir-faire avec l'espace (choisir un lieu pour une pratique, se déplacer...).

Ces différents registres de connaissance géographique ne sont pas indépendants les uns des autres car entre eux s'établissent des circulations qui suivent des trajectoires multiples. Tout d'abord, les savants ne constituent pas un monde social isolé, mais sont en relation avec d'autres, tant dans les espaces métropolitains que sur les terrains les plus éloignés. La circulation des représentations et des concepts, des méthodes, des modes de description et d'explication est induite par la mobilité des acteurs scientifiques (voyages, missions, mutations professionnelles), par leurs rencontres au sein des réseaux de relations informels ou institutionnels (informateurs autochtones, associations, comités, revues), par la circulation des publications, des instruments, des informations et des choses (matériel géologique, floristique, archéologique, ethnologique, statistique, cartographique...). Saisir les circulations entre les types de savoirs implique alors de ne plus raisonner en termes de grandes oppositions catégorielles (le cabinet et le terrain, le terrain et la carte, les savoirs locaux et la science, les logiques de connaissances et d'action...). Il s'agit au contraire d'examiner, dans la variété des situations concrètes, des acteurs, des stratégies et des actions, des relations, des déplacements et des réseaux. La recherche consiste ainsi à pister les mobilités entre les multiples lieux où des savoirs géographiques se produisent, s'hybrident, se transforment, s'universalisent, se collectent, s'archivent, s'exposent, se transmettent, se convertissent...

La notion de diffusion du savoir géographique devient une problématique obsolète. En règle générale, la notion de diffusion ne suppose pas que le déplacement de l'objet modifie ce dernier. Dans le cadre des *Science Studies*, la circulation des savoirs est au contraire interrogée en tant que « traduction ». Ainsi, la géographie scolaire n'est pas la diffusion de la géographie savante : le savoir scientifique y est présent, mais réinterprété en fonction d'intérêts d'acteurs et dans le contexte d'un réseau qui n'est pas le même que celui de la production scientifique. On ne peut pas plus déduire ce qu'a été la géographie coloniale savante à partir des énoncés des manuels scolaires de l'époque, que le concept d'habiter dans la géographie scientifique

actuelle à partir des programmes du cycle 3 publiés en 2015, même s'il y a quelque chose à voir entre les deux. Par ailleurs, au-delà d'un mouvement de diffusion conçu entre centre émetteur (la collectivité scientifique) et des publics, il convient aussi d'envisager les circulations dans de multiples directions. Ainsi les géographes peuvent traiter la littérature comme source et ressource (par exemple Roger Brunet), ou inversement (par exemple Julien Gracq) (► 37). C'est également dans le cadre du concept de « traduction » que peuvent être interrogées les circulations entre savoirs vernaculaires et scientifiques. Dans quels contextes et comment des informateurs locaux sont-ils mobilisés par les géographes ? Dans quels réseaux d'intérêts locaux la production du savoir a-t-elle été construite ? C'est à travers la question des circulations/traductions que se recompose celle des usages passés et contemporains de la géographie.

« À quoi sert la géographie ? » est-elle une question pertinente ?

Formulée de cette manière, la question vise surtout l'adéquation entre la géographie comme savoir académique et la demande sociale. D'aucuns y ont répondu de manière provocatrice par le fameux *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* [LACOSTE, 1976], voulant ainsi mettre au jour la collusion d'intérêts entre la géographie scientifique et l'État. D'autres forment la question dans le but de souligner la faiblesse de son utilité sociale [SCHEIBLING, 2011, p. 185-186].

Cependant la prise en compte de la pluralité des savoirs et de leurs producteurs déplace complètement cette question. D'abord, dans la mesure où les acteurs sociaux ont des intérêts plus souvent contradictoires que convergents, il est impossible de délimiter objectivement une demande sociale, ou alors il faudrait immédiatement comprendre pourquoi telle demande est autorisée à être plus légitime que les autres [BOURDIEU, 1982]. Ensuite, dans le cadre théorique des *Science Studies*, si des savoirs géographiques sont produits, c'est qu'ils servent nécessairement les intérêts de plusieurs acteurs sociaux (individu ou collectif)¹. La question doit donc être a minima reformulée dans les termes suivants : à quoi servent les savoirs géographiques ? À qui servent-ils et dans quels contextes ?

Cette reformulation n'appelle alors plus de réponse simple et univoque, mais l'analyse serrée de configurations complexes, géographiquement et

1. On renvoie ici à la notion d'intéressement des acteurs dans la sociologie des sciences. Cf. CALLON M., 1986, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, n° 36, p. 170-208.

historiquement situées, entre acteurs du monde académique, du monde scolaire, des mondes professionnels, des mondes médiatique et politique... Par exemple, le Festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges n'est pas une preuve en soi que « la diffusion de la géographie est possible » [SCHEIBLING, 2011, p. 185]. Il est un « événement » (tout comme les Rendez-vous de l'histoire de Blois) dont on peut cartographier le réseau social complexe qui le rend possible à un moment donné.

Enfin, si l'on considère les savoirs vernaculaires, la question devient presque insondable. Si toute activité humaine s'inscrit nécessairement dans une dimension spatiale, alors chaque acteur, à chaque instant, consciemment ou non, mobilise des savoirs sur l'espace et des savoir-faire avec l'espace, dans ses rapports de proximité et d'éloignement avec tout autre ou toute chose situés. Ces savoirs géographiques-là, dans leur extrême diversité culturelle, nous servent à tous, et tout le temps, et c'est cela même que la science géographique contemporaine interroge à travers le concept de spatialité.

Pour aller plus loin

JACOB Ch. (dir.), 2007, *Lieux de savoirs. Espaces et communautés*, Paris, Albin Michel.

KUHN T. S., 1983, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.

PESTRE D., 2006, *Introduction aux Science Studies*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».

Chapitre 2

Au-delà du réel

EN OCTOBRE 1974, l'écrivain Georges Perec s'installe à plusieurs reprises dans des cafés de la place Saint-Sulpice à Paris. De ces postes d'observation, il décrit « ce que l'on ne note généralement pas, ce qui ne se remarque pas, ce qui n'a pas d'importance : ce qui se passe quand il ne se passe rien, sinon du temps, des gens, des voitures et des nuages. » Pendant trois jours, il décrit. Ce texte a été publié en 1975 sous le titre *Tentative d'épuisement d'un lieu parisien*. Tentative vaine, mais Perec n'est pas dupe ; il ne peut pas tout décrire, il ne peut décrire que ce qu'il voit, qu'une partie de ce qu'il voit, et de son point de vue, avec ses mots d'intellectuel parisien. Il est débordé par le réel parce que jamais les mots ne seront à la hauteur de celui-ci.

Cette question, c'est aussi celle de certains géographes. Confrontés au Monde ou à des parties de celui-ci, selon les époques, soit ils tentent d'« épuiser » le réel en décrivant les espaces, les lieux, les objets, de la manière la plus exhaustive possible, soit ils assument une posture située avec un regard partiel et partiel, ou encore se font les spécialistes de travaux réflexifs en essayant d'interpréter discours et cartes.

Ce qui est

Le réel ? Un sujet inépuisable, débattu depuis des siècles par de très nombreux penseurs. Le réel, c'est ce qui est, « ce qui existe effectivement » selon le philosophe Daniel Parrochia [1991] : ces matérialités qui nous entourent ou ce qui s'est « vraiment » passé.

Mais la question n'est pas tant celle du réel que de l'accès à celui-ci. Plus que se demander si le réel « existe » hors de notre entendement, on peut s'interroger sur le fait que nous puissions en rendre compte de manière fidèle, ou bien si le savoir que nous produisons n'est qu'un des multiples discours possibles sur un réel unique.

L'expérience de Perec montre qu'aucun texte ne sera jamais à la hauteur du réel qu'il tente d'exprimer. Plus encore, les discours, qu'ils soient

textuels ou iconiques, seront dans tous les cas orientés par leur producteur, le contexte et la finalité de production : l'urbaniste, l'habitant ou l'élus ne décriront pas de la même manière un paysage urbain. Mais est-ce à dire que les recherches scientifiques seraient vaines, que tout ne serait que discours, que l'on ne « saura » jamais ? On peut se sentir bien démuni face à de telles interrogations relativistes, inquiet aussi puisqu'on peut imaginer le pire : des discours qui se vaudraient tous faute d'établissement d'une vérité à travers l'un d'entre eux. Encore un pas et tout deviendrait acceptable, les *fake news* les plus stupides, le créationnisme comme théorie scientifique ou la négation de la Shoah.

On peut s'en garder en rappelant, suivons encore Perce, que pendant ces trois jours d'octobre 1974, une multitude d'événements ont bien eu lieu place Saint-Sulpice. Si tout est discours, le référent, ce qu'on appelle donc le réel, existe. Et tout le propos de la science est de construire des savoirs qui se rapprochent le plus possible de ce référent, avec une « intention véridative¹ ». La rigueur, la transparence, la précision des méthodes, l'exhibition des postulats et des références, la présentation des hypothèses sont des moyens de vérifier la pertinence d'un savoir. Il faut aussi compter sur la communauté scientifique, celle des spécialistes, pour reconnaître ce qui fait consensus (toujours provisoirement) au sein de celle-ci.

Comment analyser les pratiques des géographes relativement au réel ? Et comment ceux-ci se positionnent-ils par rapport à ce concept ?

Le réalisme de la géographie classique

La géographie, étymologiquement la description de la terre, ne saurait « mentir ». Il y aurait une forme de vérité du terrain dont longtemps les géographes français ont pensé pouvoir rendre compte sans biais, ni fard. Plus précisément, ils ne se sont pas préoccupés de ces questions, qu'ils laissaient volontiers aux philosophes ; la dimension réflexive n'apparaissait pas dans leur travail.

Les pratiques de la géographie classique sont réalistes. Olivier Orain [2009] parle même de « réalisme absolu » : le monde aurait une existence autonome et les géographes pourraient en rendre compte fidèlement. Ainsi Paul Vidal de la Blache qui, dans la préface de l'*Atlas général* de 1894, écrit que toutes les indications qu'il a rassemblées, vont lui permettre de placer sous les yeux du lecteur « l'ensemble des traits d'une contrée » ; ainsi Jean Brunhes qui, à propos des photographies qu'il met au cœur de sa pratique professionnelle, parle de leur capacité « à rendre avec exactitude la ligne

1. CASTELLI GATTINARA E., 2010, « Vérité », in DELACROIX C. et alii (dir.), *Historiographies, concepts et débats*, Paris, Folio, p. 927-940.

et la forme des réalités¹ » ; ainsi Emmanuel de Martonne qui écrit les deux volumes de la *Géographie Universelle* consacrés à l'Europe centrale (1930 et 1931) sans citations et quasiment sans références [ORAIN, 2009] donnant ainsi une illusoire transparence à son discours. Mais à l'inverse, notons quand même que dès 1952, Éric Dardel écrivait dans *L'Homme et la Terre* : « la Terre n'est pas une donnée brute à prendre comme elle "se donne", mais toujours se glisse entre l'Homme et la Terre une *interprétation* ». On pourrait multiplier les citations de Dardel allant dans ce même sens. Mais cet ouvrage et son auteur sont aux marges du champ disciplinaire de l'époque : *L'Homme et la Terre* ne donna lieu alors à aucun recensement dans une revue de géographie et ce rejet éclaire surtout le réalisme de la géographie classique en France.

Vidal de la Blache et ses élèves ont confiance dans leurs voies d'accès au monde, qu'il s'agisse simplement de la mobilisation de leurs sens, la vue en premier lieu, de leurs raisonnements ou encore des moyens techniques comme la photographie.

Olivier Orain [2009] montre que dans les écrits de la plupart des géographes vidaliens, l'énonciateur disparaît au profit d'une forme d'inscription directe du terrain, sans médiation, sur les pages des articles ou des livres. L'absence de paratexte (notamment les notes de bas de page) et d'intertexte (notamment les citations) caractérise nombre d'écrits de ces auteurs. Par conséquent, les travaux de ces géographes ne sont pas mis en dialogue avec d'autres ; ils occultent la genèse, les références, les interprétations, les débats, bref la construction d'un propos. Ces écrits passent alors pour transparents et pour conformes au réel, « vrais ».

On peut conclure, provisoirement, avec le grand œuvre de Raoul Blanchard : *Les Alpes occidentales*, publié entre 1938 et 1956. C'est une véritable somme : au total 12 volumes et environ 4 500 pages. Pour écrire ce livre, Blanchard a effectué de longues et minutieuses recherches qui l'ont conduit à multiplier les études d'espaces toujours plus petits et à repousser à la fin de l'ouvrage des propos plus généraux. Pour en arriver là, il a repris « avec joie, au début de 1937, les gros souliers de l'alpiniste » et arpenté sans relâche la montagne. Sa légitimité est liée à cette pratique sans cesse renouvelée du terrain : « Il y a longtemps que je l'ai visité tout entière [la montagne] ; je ne crois pas qu'il y ait un seul village des Alpes occidentales que je n'ai au moins aperçu. » Le travail de Blanchard, utile par sa précision et la masse de savoirs factuels qu'il présente, apparaît comme une forme d'aboutissement (et d'impasse) d'une pratique réaliste fondée sur une quête d'exhaustivité. Vue d'aujourd'hui, ce ne serait qu'une

1. BRUNHES J., 1914, « La géographie de l'histoire. Introduction à la seconde année du cours de géographie humaine (Collège de France, 1913-1914) », *Revue de géographie annuelle*, VII.

manière, parmi d'autres, d'« inventer » les Alpes¹, d'en livrer une représentation relative à un auteur, à une époque, à une pratique scientifique ou à des référents culturels.

Débats en géographie

Cette dernière perspective peut être qualifiée de constructiviste au sens où un discours sur le réel est explicitement construit. Sur le plan épistémologique, on pourrait l'associer au postmodernisme défini comme une posture de recherche qui assume le travail scientifique comme la production de représentations du réel. Historiquement, la publication de l'ouvrage de Jean-François Lyotard, *La condition postmoderne* [1979] semble être un moment décisif. Lyotard y critique ce qu'il appelle les « grands récits », autrement dit des discours de légitimation unitaires, sans failles, non soumis à la preuve et qui relèveraient d'une vision épistémologiquement moderne ou réaliste. Lyotard appelle à la mise en place d'un autre modèle de savoir qui peut renvoyer à une épistémologie des paradigmes c'est-à-dire de manières situées d'envisager les configurations scientifiques ou, à une autre échelle, à des approches plurielles, relatives à des points de vue au sens propre (le lieu d'où l'on observe) ou figuré (sa culture, ses références, ses positions politiques...)

Cette question préoccupe les géographes comme en témoigne un débat organisé au sein de la revue *L'Espace géographique* en 2003. Certains s'interrogent sur le constructivisme, sur la scientificité des postures postmodernes et sur les risques de relativisme. On peut ainsi noter les réticences de Roger Brunet vis-à-vis de ces approches. Il semble leur opposer une géographie rigoureuse, rationnelle, qui mesure. Mais doit-on vraiment opposer ces deux pratiques ? Est-ce à dire que les approches constructivistes ne seraient pas scientifiques ou le seraient moins que d'autres. On peut au contraire penser que cette forme de doute qu'est le postmodernisme en géographie peut participer d'un travail scientifique rigoureux tout en le contextualisant, et en permettant la confrontation des points de vue et des constructions discursives. D'autres géographes dénoncent le réalisme comme une forme de naïveté prolongeant ainsi la réflexion de Claude Raffestin qui, en 1989, parlait du « totalitarisme du regard » pour désigner cette conviction que l'œil permet d'accéder, directement, au monde². Mais tous s'accordent sur l'existence d'un référent, ce fameux réel, ainsi que sur les dérives possibles d'un postmodernisme incontrôlé.

1. Voir DEBARBIEUX B. et ROBIC M.-Cl. (dir.), 2001, « Les géographes inventent les Alpes », *Revue de géographie alpine*, n° 4 ; DEBARBIEUX B. et RUDAZ G., 2010, *La montagne, un mythe politique*, Paris, CNRS Éditions.
2. RAFFESTIN Cl., 1989, « Théorie du réel et géographicité », *EspacesTemps*, n° 40-41, p. 26-31.

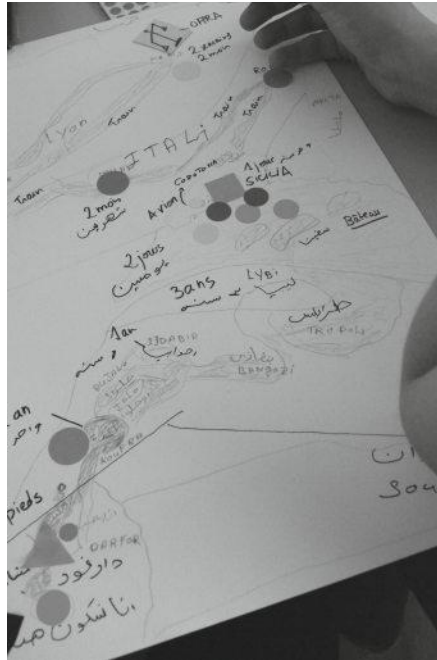
Les postures constructivistes permettent le développement et accompagnent de nouvelles pratiques disciplinaires, en particulier au sein des champs de la géographie culturelle et sociale, qui font une large place aux représentations, à l'imaginaire, aux cartographies alternatives, à la géographie des minorités, à la géographie du sensible ou des émotions (► 36). Toutes ces pratiques intègrent dans la réflexion géographique la possibilité d'une pluralité des manières d'être au Monde.

Dans le domaine cartographique, cela permet d'envisager la carte comme une construction résultant de multiples choix (► 23). Cette vision ouvre aussi à des pratiques cartographiques alternatives et situées. Il s'agit par exemple de prendre en compte les points de vue autochtones, généralement dans une démarche participative qui associe le chercheur et les habitants, et de produire ainsi des cartes qui peuvent jouer un rôle dans divers types de revendications liées au territoire. On peut citer sur un registre voisin l'atelier animé à Grenoble en mai-juin 2013 notamment par les géographes Sarah Mekdjian et Anne-Laure Amilhat Szary. Elles ont proposé à des demandeurs d'asile de produire des cartes de leurs parcours. Ceux-ci ont tenté d'élaborer des représentations cartographiques des émotions ressenties tout au long du trajet migratoire : la peur, la souffrance, la confrontation à la mort, la joie et la chance aussi (► 46). Ainsi, la carte devient pour les migrants un moyen de communication, une manière de dire ce que fut la géographie émotionnelle et sensible du chemin qui les a conduits jusqu'à nous (figures 2.1 et 2.2). Pour les deux chercheuses, cette approche est une possibilité de « renouvellement des méthodes de recherche¹ ».

Le dépassement du réalisme a aussi participé du développement en France des géographies du genre et des minorités. Ainsi, un réel comme une ville sera pensé et construit différemment que l'on soit un homme ou une femme. Cette affirmation renvoie aussi à un impensé : le « masculinisme » d'une partie de la géographie française (on pourrait y ajouter des référents de sexualité et de « race ») (► 47) qui, pour des géographes travaillant sur le genre, doit être déconstruit dans le cadre d'une approche critique et traité comme un point de vue implicite mais structurant.

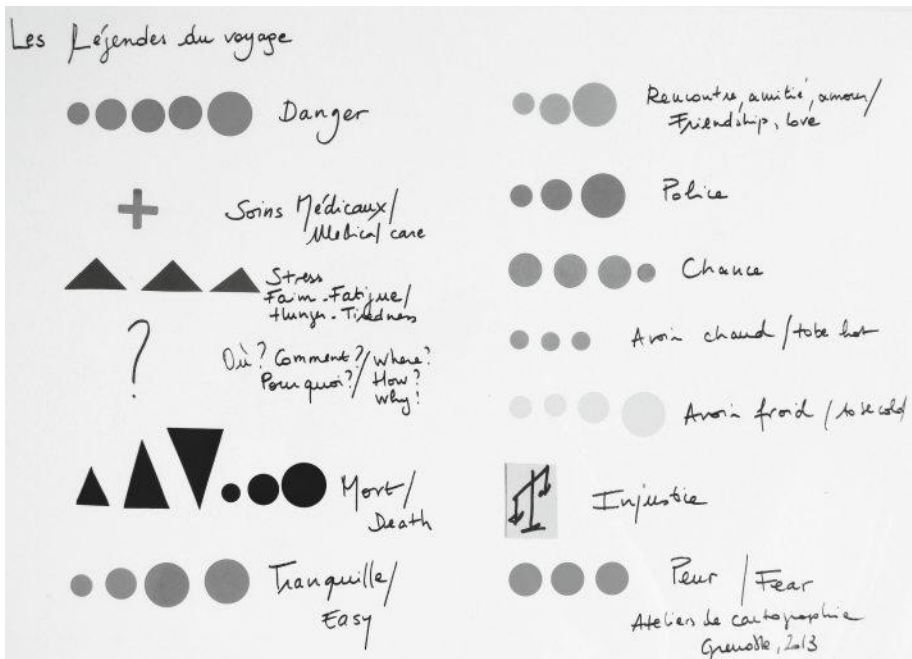
1. AMILHAT SZARY A.-L., MEDKJIAN S. *et alii*, 2014, « Figurer les entre-deux migratoires. Pratiques cartographiques expérimentales entre chercheurs, artistes et voyageurs », *Carnets de géographes*, n° 7 (www.carnetsdegeographes.org/carnets_terrain/terrain_07_01_Mekdjian.php).

Figure 2.1 Du Soudan en France : extrait de *Cartographies traverses*, 2013



Auteur : Issa Ibrahim Hamid. Photographie : Mabeye Deme.

Figure 2.2 Les légendes du voyage



Auteur : travail collectif, *Cartographies traverses*, 2013. Photographie : Mabeye Deme.

Deux points de vue de géographes sur le réel

Le 17 janvier 2003, quelques géographes se rencontrent pour parler du post-modernisme. C'est ce débat qui sera publié dans *L'Espace géographique* l'année suivante. Béatrice Collignon a la parole : « À l'intérieur du champ de la climatologie, faire du point 0 °C un point de référence majeur est logique, utile, rigoureux, parfaitement adapté. L'interpellation postmoderne nous invite à scruter nos pratiques en changeant de point de vue, de champ de références. Par rapport au vécu des habitants d'un milieu polaire, le point 0 °C est-il le point de référence le plus adapté pour rendre compte de leur rapport au milieu et de leur territoire ? Quelle géographie construit-on en l'utilisant ? Permet-elle vraiment de comprendre ce qui se passe dans ces territoires ? »

Un peu plus tard, François Durand-Dastès lui répond : « Ce qu'a dit Béatrice Collignon sur la référence au zéro dont la perception n'est probablement pas la même partout est fort important. Mais il se passe quand même quelque chose à 0 °C, j'aurais envie de dire "objectivement" : l'eau gèle. Il y a un vrai changement d'état à partir de 0 °C. Il y a bien "quelque chose" sur quoi on peut avoir l'impression que certains relativismes se cassent les dents. »

Les deux géographes, sans être réellement en contradiction, soulèvent la question de la relativité et de l'universalité. Ce qui se produit avec l'eau à partir de 0 °C est vrai en tous lieux, tandis que le ressenti de cette température est relatif, notamment à des groupes humains. D'une certaine manière, le postmodernisme « scientifique » c'est ici la possibilité, tout en reconnaissant le caractère absolu et universel du changement d'état de l'eau, d'envisager les situations météorologiques à partir des points de vue variables des différentes sociétés.

Métagéographies

Le relativisme, la construction et la déconstruction permettent d'analyser les savoirs géographiques de manière réflexive comme des formes de naturalisation des discours sur le monde. On passerait ainsi d'une phrase comme « Le monde est divisé en cinq continents » (fréquente dans les manuels scolaires de l'enseignement primaire en particulier) à une interrogation sur le découpage continental, ses acteurs, son histoire, ses références et ses effets. Souvent ce qui n'est qu'un découpage et un choix de nomination, autrement dit une construction, est naturalisé, c'est-à-dire rendu naturel, évident, incontestable. Il est transformé en réel. Ainsi, renforcée par des cartes, la présentation continentale du monde se fige, échappe à la temporalité et au système de référence dans lesquels elle a pourtant été produite. On pourrait tenir le même discours sur les limites de l'Europe ou la division Nord-Sud. Cette pratique qui occulte la production des territoires est largement développée dans la sphère scolaire. Elle renvoie d'une part à des conventions

– mais qui mériteraient toujours d’être posées comme telles –, d’autre part à des contraintes propres à la culture scolaire qui se doit de rendre le savoir enseignable et facilement évaluable.

Aujourd’hui, de nombreux chercheurs étudient le Monde à travers ses découpages et leurs logiques. Edward Said, avec *L’Orientalisme* [1978], analyse la construction de l’Orient et de ses caractéristiques par les Occidentaux, à travers l’art et la littérature en particulier. Laissons de côté les critiques suscitées par cet ouvrage pour y reconnaître une approche pionnière de l’étude critique d’un objet spatial. Vingt ans plus tard, deux historiens de la géographie étasuniens, Martin W. Lewis et Kären E. Wigen définissent la « métagéographie » comme l’ensemble des structures spatiales à travers lesquelles les individus ordonnent leurs connaissances sur le monde. Dans *The Myth of Continents* [1997], Ils défendent une métagéographie critique qui permet notamment de discuter les ethnocentrismes géographiques, de se livrer à une lecture épistémologique des découpages du Monde et d’en comprendre les ressorts. En France, c’est aussi le travail auquel se livrent par exemple les géographes Philippe Pelletier ou Christian Grataloup. Le premier étudie la construction de la catégorie « Extrême-Orient » [2011] en portant en particulier son attention sur les toponymes, les limites spatiales et l’origine de ceux-ci. Dans divers travaux, le second se livre à une réflexion géohistorienne sur le Monde tel que nous l’avons naturalisé au fil du temps. Dans *Vision(s) du Monde* [2018], tout en considérant avec méfiance ce qu’il appelle « la fragmentation postmoderne », Grataloup se propose de tenir un cap entre les choses et leurs représentations, de déconstruire les modèles de découpage tout en proposant de nouvelles représentations plus à même de donner de l’intelligibilité au réel.

Pour aller plus loin

COLLECTIF, 2004, « Débat : la géographie postmoderne », *L’Espace géographique*, n° 1.

GRATALOUP Ch., 2018, *Vision(s) du Monde. Histoire critique des représentations de l’Humanité*, Paris, Armand Colin, coll. « Le temps des idées ».

LEWIS M. W. et WIGEN K. E., 1997, *The Myth of Continents. A Critique of Metageography*, Berkeley, University of California Press.

LYOTARD J.-F., 1979, *La condition postmoderne*, Paris, Éditions de Minuit.

ORAIN O., 2009, *De plain-pied dans le Monde. Écriture et réalisme dans la géographie française du xx^e siècle*, Paris, L’Harmattan.

PARROCHIA D., 1991, *Le réel*, Paris, Bordas.

PELLETIER Ph., 2011, *L’Extrême-Orient. L’invention d’une histoire et d’une géographie*, Paris, Gallimard.

Chapitre 3

Représentations savantes du Monde

LES SOCIÉTÉS SE SONT TOUJOURS INTERROGÉES sur leurs environnements proches et lointains. Elles ont exploré des terres inconnues, inventorié les ressources des lieux, se sont construit des représentations spatiales en lien avec leurs cosmogonies ; elles ont décrit les modes de vie des populations rencontrées et cartographié des itinéraires. Ces savoirs sur l'espace nourrissent les récits et analyses des voyageurs et des savants. Parfois, des rencontres ont eu lieu mais le plus souvent, en Europe en particulier, l'ignorance fut la règle ; les travaux des autres savants, chinois et arabes notamment, restèrent longtemps inconnus.

Une construction sélective des savoirs géographiques de l'Antiquité

Pendant l'Antiquité, la conscience géographique prend la forme de récits de voyages mémorisant des itinéraires. Si l'*Odyssée* d'Homère (VIII^e siècle av. J.-C.) dépeint un Monde mythologique, la *Périégèse* de Denys d'Alexandrie décrit les terres connues sous Hadrien tandis que l'*Itinéraire* d'Antonin dresse, par la suite, la liste des villes de l'Empire et les distances qui les séparent. Au VI^e siècle av. J.-C., l'idée de la sphéricité de la Terre est établie ; trois siècles plus tard, en se fondant sur la géométrie, Ératosthène déduit sa circonférence avec une remarquable précision. C'est avec cet héritage que Ptolémée construit, au II^e siècle, des grilles géométriques sur lesquelles s'appuie une cartographie du Monde¹ qui restera une référence jusqu'à la fin du Moyen Âge. Ainsi, la partie la plus abstraite du savoir géographique associe, durablement,

1. La précision de ce couplage des lieux terrestres et des lignes astronomiques de parallèles et de méridiens ne sera pas égalée avant la fin du XVI^e siècle.

l'effort de représentation et de compréhension du Monde. Les connaissances accumulées sont parfois rassemblées pour composer des cartes, telle la *Table de Peutinger* qui figure au IV^e siècle l'Empire romain et un espace courant jusqu'en Chine. Les portulans médiévaux et, plus généralement, les listes ordonnées d'objets localisés permettent le repérage géographique et la mémorisation des lieux observés par les voyageurs.

Très tôt, ces connaissances sont associées au pouvoir. Connaître l'espace permet de l'organiser (plan orthogonal de certaines villes ioniennes, centuriations et cadastres des Romains) et de le maîtriser. Dans ces savoirs en construction, les visées explicatives ne sont pas absentes : au V^e siècle av. J.-C., le poète et philosophe Empédocle considère le Monde comme un assemblage complexe des éléments fondamentaux que sont l'air, l'eau, la terre et le feu ; le géomètre Hippocrate et les stoïciens en tirent une théorie médicale des humeurs, évoluant ensuite vers une théorie des climats utile pour expliquer l'environnement des hommes. Plus que la diversité des climats, l'*Enquête* du savant Hérodote (V^e siècle av. J.-C.) décrit celle des contrées où vivent les hommes avec leurs cultures et leurs ressources ; cette description « chorographique » est une sorte de géographie régionale que Strabon (I^{er} siècle av. J.-C.) poursuit en ajoutant des considérations topographiques, politiques et administratives expliquant la puissance romaine. Mais ce savoir élaboré dès l'Antiquité est parfois abandonné ou dénié. Si la critique consistant à faire du Moyen Âge un temps de régression scientifique paraît excessive, ses oublis ne peuvent être ignorés.

En outre, de nombreuses connaissances ne sont pas diffusées ou ne parviennent pas en Europe. Dès le XII^e siècle, le géographe arabe Al Idrisi rend compte de ses voyages à Roger II de Sicile (*Le livre du divertissement de celui qui aime à parcourir le Monde* est connu sous le nom de *Livre de Roger*), mais cette situation est exceptionnelle dans l'histoire. La *Géographie* d'Idrisi n'est traduite en latin qu'en 1619 et elle est ignorée jusque-là. Quant à la *Géographie* de Strabon, elle n'est connue qu'au début du XV^e siècle grâce à la traduction de Manuel Chrysoloras alors qu'elle fut traduite en langue arabe au IX^e siècle. De telles occultations marquent les limites d'un univers géographique encore très fragmenté. Les savoirs élaborés dans une autre partie du Monde sont inconnus des Européens, sans doute parce que l'ailleurs est attaché principalement aux merveilles médiévales (les *Mirabilia*)¹ et qu'il reste associé, même au temps des « grandes découvertes », à l'imaginaire et à l'évasion.

1. MOLLAT M., 1966-1969, *Grands voyages et connaissance du Monde du milieu du XIII^e siècle à la fin du XV^e, Première partie : Voyages en Asie (XIII^e-XIV^e s.)*, Les cours de la Sorbonne, Centre de Documentation universitaire, p. 4.

Une prise de conscience lacunaire de l'universalité

En Europe comme ailleurs, la construction du savoir géographique s'est donc accommodée d'importantes ignorances. Durant le Moyen Âge, l'exploration du Monde est poursuivie par des civilisations qui conservent un savoir-faire cartographique. Au-delà des contacts créés par les croisades et le voyage en Chine de Marco Polo (1254-1324), on oublie parfois les explorations vers l'Europe et l'Afrique des navigateurs arabes Ibn Khaldun et Ibn Battuta au XIV^e siècle. On passe aussi sous silence celles qui conduisirent au siècle suivant l'amiral chinois Zheng He vers l'équateur, au contact des marchands indiens et arabes. Les voyageurs scandinaves, partant d'Islande, ont marché sur les plages de l'Amérique du Nord avant sa « découverte officielle ». Mais les explorations d'Erik le Rouge au Groenland, comme celles, à la véracité contestée, de Leif Ericson ou de Thorfinn Karlsefni sur les côtes canadiennes, restent dans l'opacité de la mémoire européenne. À la Renaissance, les découvreurs partent d'un espace discontinu, cloisonné par l'éloignement ou l'oubli des contacts antérieurs. Ils sont liés aux pouvoirs étatiques et ils travaillent dans un secret délibéré.

Néanmoins, des savoirs sont acquis par les Européens grâce aux relations de voyages en provenance de l'Empire ottoman, de l'Inde ou de la Perse. Et certaines œuvres circulent plus facilement : au VI^e siècle, après deux cents ans d'existence, le livre de Jean de Mandeville est traduit en dix langues¹. Mais pour les hommes qui apportent des connaissances nouvelles, les difficultés à être entendus sont encore importantes. Frank Lestringant [1991, p. 23] le souligne à propos d'André Thevet, un voyageur qui, au XVI^e siècle, s'est ouvert à la diversité du Monde et s'est rendu en Syrie, à Constantinople et au Brésil : nombreux sont les explorateurs sans postérité qui font, comme lui, figure de « repoussoir aux yeux des savants épris de clarté et d'ordre ».

Au XVI^e siècle, la continuité spatiale des « patrimoines cartographiques » de diverses origines s'établit au moment où l'Europe rétablit la continuité historique des connaissances avec le passé. Elle est devenue possible, notamment, depuis la réédition du texte et des cartes de la *Géographie* de Ptolémée en Italie (1478). Les savoirs remontés de l'Antiquité et l'observation empirique des marins, dans une conjoncture économique favorable (les villes marchandes ont besoin de débouchés pour leurs productions), suscitent une exploration qui va permettre une « première mondialisation ». Ainsi, l'élargissement des horizons conduit les Européens à repenser leur vision du Monde. On doit au planisphère de Mercator (1595) de fournir aux marins une

1. DELUZ Ch., 1987, « Le Livre de Jehan de Mandeville : Autorité géographique à la Renaissance », in CÉARD J. et MARGOLIN J.-Cl. (éd.), 1987, *Voyager à la Renaissance*, Actes du colloque de Tours : 30 juin-13 juillet 1983, Paris, Éditions Maisonneuve et Larose, Centre d'études supérieures de la Renaissance, p. 205-220.

projection stéréographique corrigée des erreurs ptoléméennes. Le *Theatrum orbis terrarum* (1570) d'Ortelius met à la portée des acteurs politiques et économiques de nouvelles représentations du Monde en inventant la technique et la forme standardisée des atlas modernes. Mais la présentation du Monde distingue l'Europe, dominante et disposant de tous les attributs du pouvoir, des autres parties du Monde en plaçant les civilisations qui s'y trouvent dans une situation d'infériorité [GRATALOUP, 2009, p. 96].

Au XVIII^e siècle, le développement des inventaires de ressources des villes et des campagnes permet ainsi la multiplication de statistiques économiques utilisées par les administrateurs, les propriétaires « physiocrates » et les militaires soucieux de l'approvisionnement des troupes. Ces deux aspects, économie et science, se retrouvent aussi dans le domaine de la navigation circumterrestre. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, le foisonnement et la diversité des productions rendent la géographie difficile à cerner. Même si des styles géographiques se distinguent, le savoir est conçu par des écrivains, des naturalistes, des ingénieurs ou des administrateurs ; les géographies sont « plurielles » [BLAIS, LABOULAIS, 2006]. La mémoire retient surtout les noms des « découvreurs » (La Pérouse, Cook...), le souvenir de leurs exploits et mésaventures. Toutefois, les géographes du XIX^e siècle tirent parti des leçons de l'expédition scientifique d'Alexandre de Humboldt en Amérique (1799 à 1804) et ils s'inspirent des idées de Philippe Buache, le géographe dont l'*Essai de géographie physique* (1756) avait montré comment organiser une description chorographique de la Terre à partir de la délimitation des bassins fluviaux et de la localisation des reliefs sur les cartes.

L'encadrement mental des savoirs géographiques

La place reconnue à l'homme conditionne l'histoire de la géographie [GLACKEN, 1967]. Chaque époque confronte son savoir géographique à ses croyances religieuses : la vision du Monde homérique est peuplée de divinités et l'idée de nature se mêle au divin dans la pensée stoïcienne. Dans l'Antiquité, l'espace public se trouve différemment structuré, ici ou là, par les nuances infinies du polythéisme. Le savoir géographique exprime une conception du Monde qui porte en tous lieux les marques du sacré.

De la même façon, les textes fondamentaux des grands monothéismes ont conditionné la compréhension du Monde et ses représentations géographiques. Les cartes en TO du Moyen Âge donnent une position centrale et sacrée à Jérusalem, et les religions universalistes construisent un ethnocentrisme cartographique (figures 3.1 et 3.2). Quand vient le moment crucial où éclatent les contradictions entre l'autorité des discours religieux et la nouveauté portée par les découvertes scientifiques, celles-ci sont retardées, parfois même refoulées.